

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1827

[C — 2001/27397]

14 JUIN 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon réglant la valorisation des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel et l'octroi d'allocations relatives à des travaux spécifiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 novembre 2000;

Vu le protocole n° 322 du Comité de secteur n° XVI, établi le 8 décembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 31.024/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux agents des services du Gouvernement wallon et aux agents des organismes d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne à l'exception des agents relevant des centres hospitaliers psychiatriques.

Les fonctionnaires généraux et les agents qui bénéficient des dispositions de l'arrêté royal du 14 janvier 1969 relatif à des primes de productivité en faveur des ingénieurs civils du Ministère des Travaux publics modifié par l'arrêté royal du 24 février 1976, ne peuvent prétendre au bénéfice des dispositions du présent arrêté.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° régime normal de travail : le régime de travail tel que décrit à l'article 11 du présent arrêté;

2° prestations irrégulières : prestations ayant lieu en dehors du régime normal de travail;

3° gardiennage : prestation telle que définie à l'article 4, 3° du présent arrêté;

4° permanence à domicile : prestation telle que définie à l'article 13, § 1^{er}, 1°, a et b, du présent arrêté;

5° garde à domicile : prestation telle que définie à l'article 13, 1^{er}, 1°, c et d;

6° prestation de rappel : participation d'un agent à un travail imprévu et urgent en dehors de son régime normal de travail;

7° travaux insalubres, travaux incommodes, travaux pénibles, travaux dangereux, travaux physiquement lourds : un ensemble de travaux au sens de la Réglementation générale sur la protection du travail et de la loi du 4 août 1996 sur le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution, qui nécessitent la mise à disposition d'équipements de protection individuelle, tels que définis par l'annexe II de l'arrêté royal du 7 août 1995;

8° manœuvres électriques : les manœuvres électriques telles que définies à l'article 266 du règlement général sur les installations électriques, institué par l'arrêté royal du 10 mars 1981.

Art. 3. Les sommes dues en exécution du présent arrêté sont payées abstraction faite des fractions de francs.

Art. 4. Pour chaque emploi, il est précisé dans le règlement d'ordre intérieur :

1° le régime normal de travail applicable, qu'il s'agisse d'un horaire variable ou d'un horaire particulier à préciser en référence à une numérotation chronologique figurant dans le règlement d'ordre intérieur;

2° si l'exécution du travail prévoit des prestations en dehors du régime normal de travail, qualifiées de prestations irrégulières, auquel cas les tâches seront précisées;

3° si l'exécution du travail prévoit des tâches de gardiennage consistant à se tenir à la disposition de l'administration durant une semaine par tranche d'un nombre de semaines. Ce nombre ne peut être inférieur à trois et est fixé dans chaque règlement d'ordre intérieur. Les allocations relatives à ces tâches, telles que la gratuité du logement ou toute indemnité pour privation de logement ou toute allocation ou indemnité qui en tient lieu, sont fixées dans des arrêtés spécifiques à cette matière;

4° si l'exécution du travail prévoit un régime de permanence à domicile et/ou de garde à domicile, autre que celui visé au 3°, organisé par l'administration et dont les modalités sont fixées dans chaque règlement d'ordre intérieur;

5° si l'exécution du travail prévoit habituellement des travaux insalubres ou incommodes ou pénibles ou des manœuvres électriques à exécuter, au sens du Règlement général sur la Protection du Travail et du Code sur le bien-être au travail;

6° si l'exécution de travail prévoit habituellement des travaux physiquement lourds ou dangereux, au sens du Règlement général sur la Protection du Travail et du Code sur le bien-être au travail;

Art. 5. § 1^{er}. Pour les services des Ministères qui relèvent de son autorité, chaque Ministre fonctionnellement compétent arrête, les prestations et leurs conditions d'exécution telles qu'elles découlent des missions à assurer.

Le Ministre de la Fonction publique arrête, après avis du (des) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), le règlement d'ordre intérieur et la liste des emplois établie en fonction des caractéristiques reprises à l'article 4.

§ 2. Pour les organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er} qui ne disposent pas d'un organe de gestion, le Ministre fonctionnellement compétent arrête, les prestations et leurs conditions d'exécution telles qu'elles découlent des missions à assurer.

Le Ministre fonctionnellement compétent arrête, après accord du Ministre de la Fonction publique, le règlement d'ordre intérieur et la liste des emplois établie en fonction des caractéristiques reprises à l'article 4 et en adresse une copie sans délai au Ministre de la Fonction publique.

§ 3. Pour les organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er} qui disposent d'un organe de gestion, ce dernier fixe les prestations et leurs conditions d'exécution telles qu'elles découlent des missions à assurer.

Après accord du représentant de la Région auprès de l'organe de gestion, celui-ci adopte le règlement d'ordre intérieur et la liste des emplois établie en fonction des caractéristiques reprises à l'article 4 et en adresse une copie sans délai au Ministre de la Fonction publique.

CHAPITRE II. — *Des prestations irrégulières, prestations de garde et de rappel*

Art. 6. Le bénéfice des mesures contenues au présent chapitre, relatives aux prestations irrégulières ainsi qu'aux prestations de garde et de rappel, est lié au caractère exceptionnel ou irrégulier de ces prestations. Il est aussi octroyé au cas où un service continu ou par rôle doit être assuré.

Art. 7. Les agents de plus de cinquante ans ainsi que les agents qui ont obtenu un avis en ce sens du médecin chargé du contrôle médical peuvent refuser de participer à des prestations irrégulières et à des prestations de garde et de rappel visées par le présent arrêté.

Les agents concernés par cette mesure qui ne peuvent pas continuer à exercer leurs tâches habituelles pendant les heures normales de travail se voient proposer au moins une possibilité de réaffectation à un emploi du cadre dont la résidence administrative est la plus proche possible de la résidence administrative de l'emploi qu'ils occupent. La réaffectation aura lieu dans un emploi du grade de l'agent réaffecté.

Art. 8. Au sens du présent arrêté, la rémunération annuelle brute comprend le traitement annuel brut, allocations familiales déduites, mais y compris, le cas échéant, l'allocation de foyer ou l'allocation de résidence.

Art. 9. L'allocation horaire varie dans la même mesure que le traitement du mois auquel elle se rapporte. Elle s'élève à 1/1 850^e de la rémunération annuelle brute pour toute heure prestée, éventuellement affectée des coefficients multiplicateurs.

Art. 10. Sans préjudice de l'article 7, § 2, de la loi du 14 décembre 2000, la liste des tâches, figurant dans le règlement d'ordre intérieur, pour lesquelles des prestations irrégulières et des prestations de garde et de rappel peuvent être accomplies, est établie de manière à correspondre à une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

1° en raison des nécessités de service et des exigences des normes en matière de sécurité de travail, être astreint à se tenir à la disposition de l'autorité en dehors de la durée normale du travail;

2° dans le cadre d'un service continu ou par rôle justifié par des nécessités de services ou par des exigences des normes en matière de sécurité de travail et considéré comme devant être soit habituel et permanent, soit saisonnier, être tenu d'effectuer des travaux la nuit, le samedi, le dimanche et les jours fériés ou en dehors de l'horaire normal de travail;

3° en raison de la spécificité des activités du service ainsi que des conditions particulières d'utilisation des équipements et des matériels, être amené à effectuer des prestations en dehors des horaires normaux de travail.

Art. 11. Les tâches visées à l'article 10 sont effectuées sous l'un des régimes de travail suivants :

1° pour les agents soumis à un régime d'horaire variable : le début de la plage du régime normal de travail est fixé à 7 h 30 m et la fin de la plage du régime normal de travail est fixée à 18 h 30 m;

2° pour les agents qui ne sont pas soumis à un régime d'horaire variable : la plage horaire du régime normal de travail est d'une durée de 8 h 30 m et est comprise entre 7 h 30 m et 18 h 30 m.

Les différents horaires particuliers sont détaillés dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 5 qui précise les fonctions habilitées à requérir des agents des prestations irrégulières, des prestations de garde ou à rappeler en service des agents de manière exceptionnelle. Seuls les agents occupant de telles fonctions sont autorisés à exercer ce pouvoir de réquisition, sous la responsabilité d'un fonctionnaire exerçant au moins la fonction de directeur.

Art. 12. Les heures de prestation sont comptabilisées en faisant application des règles de valorisation énumérées ci-après :

1° prestations effectuées aux heures prévues par le régime normal de travail :

a) du lundi au vendredi : 100 %;

b) samedis, jours fériés réglementaires et jours de dispenses de service : 150 %;

c) dimanches et jours fériés légaux : 200 %;

2° prestations effectuées en dehors des heures prévues par le régime normal de travail et entre 7 h 30 m et 22 heures :

a) du lundi au vendredi : 125 %;

b) samedis, jours fériés réglementaires et jours de dispenses de service : 175 %;

c) dimanches et jours fériés légaux : 225 %;

3° prestations effectuées entre 22 heures et 7 h 30 m :

a) du lundi au vendredi : 150 %;

b) samedis, jours fériés réglementaires et jours de dispenses de service : 200 %;

c) dimanches et jours fériés légaux : 250 %.

Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par jours fériés réglementaires le 27 septembre, le 2 novembre, le 15 novembre et le 26 décembre.

Art. 13. § 1^{er}. Le régime de valorisation des heures de garde et des rappels à appliquer pour chaque tâche est déterminé comme suit :

1° soit l'agent est soumis à une garde organisée par l'administration :

a) un dimanche ou un jour férié légal : lorsque un agent est invité à demeurer la journée entière à la disposition de l'administration, cette permanence à domicile donne droit à une bonification horaire de quatre heures;

b) les autres jours que ceux visés au point a : lorsque un agent est invité à demeurer la journée entière à la disposition de l'administration, cette permanence à domicile donne droit à une bonification horaire de deux heures;

c) un dimanche ou un jour férié légal : la garde à domicile imposée à l'agent pour recevoir, pendant une plage horaire de maximum une heure toute information ou instruction, donne droit à une bonification horaire d'une heure;

d) les autres jours que ceux visés au point c : la garde à domicile imposée à l'agent pour recevoir, pendant une plage horaire de maximum une heure toute information ou instruction, donne droit à une bonification horaire d'une demi-heure;

e) les règles de valorisation des heures de prestations visées à l'article 12 ne s'appliquent pas aux bonifications horaires repris aux point a à d;

2° soit l'agent n'est pas soumis à une garde organisée par l'administration : le rappel exceptionnel d'un agent en dehors de son régime normal de travail, pour participer à un travail imprévu et urgent, donne droit à une bonification horaire de quatre heures pour lequel les règles de valorisation des heures de prestations visées à l'article 12 ne s'appliquent pas.

§ 2. Le régime de valorisation des heures de garde et des rappels décrit au § 1^{er} ne s'applique pas aux agents qui bénéficient de la gratuité du logement, de l'indemnité pour privation de logement ou de toute allocation ou indemnité qui en tient lieu, pendant les périodes où il est prévu qu'ils se tiennent à la disposition de l'administration.

Art. 14. Pour chaque agent, le calcul des heures de prestations est effectué au terme de chaque mois et reprend les prestations effectuées pendant le régime normal de travail, la valorisation des prestations irrégulières, les bonifications horaires relatives aux permanences à domicile et aux gardes à domicile ainsi que la valorisation des rappels.

Lorsque le résultat de ce calcul fait apparaître que, pour la période de référence d'un mois, le nombre total des heures de prestations d'un agent excède la durée moyenne maximale de travail autorisée, l'agent bénéficie, à son choix, d'une compensation sous la forme d'une bonification horaire ou d'une allocation horaire. La compensation des heures de prestations excédentaires par des congés de récupération est toutefois limitée à un nombre d'heures correspondant à vingt-quatre jours de congé de récupération par an, le solde éventuel de ces heures donnant d'office droit à l'octroi de l'allocation horaire. Le document sur lequel figure le calcul des heures et le choix de l'agent est approuvé par le fonctionnaire dont relève l'agent et qui exerce au moins la fonction de directeur.

CHAPITRE III. — *Allocations relatives à des travaux spécifiques*

Art. 15. Les allocations reprises au présent chapitre sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont fixées à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 16. Les allocations suivantes sont accordées :

1° pour des travaux insalubres, incommodes, pénibles, physiquement lourds ou dangereux et pour des manœuvres électriques à exécuter :

a) une allocation mensuelle de huit cent cinquante francs (soit BEF 850 ou EUR 21,07) pour une tâche qui comporte habituellement des travaux insalubres ou incommodes ou pénibles ou des manœuvres électriques à exécuter;

b) une allocation mensuelle de huit cent cinquante francs (BEF 850 ou EUR 21,07) pour une tâche qui comporte habituellement des travaux physiquement lourds ou dangereux;

c) une allocation mensuelle de mille sept cents francs (BEF 1700 ou EUR 42,14) si les catégories visées aux 1°, a et b, sont réunies;

2° aux agents qui exécutent des travaux de plongée :

a) une allocation de deux mille francs (BEF 2 000 ou EUR 49,58) par prestation de plongée d'une durée inférieure ou égale à trois heures, augmentée de cent francs (BEF 100 ou EUR 2,48) par quart d'heure supplémentaire;

b) une allocation de six cents francs (BEF 600 ou EUR 14,87) par prestation de surveillance de plongée d'une durée inférieure ou égale à trois heures, augmentée de trente francs (BEF 30 ou EUR 0,74) par quart d'heure supplémentaire;

3° aux agents de niveau 4 chargés du piégeage des rats musqués :

a) une allocation de quatre francs (BEF 4 ou EUR 0,10) par appât pour la préparation d'appâts empoisonnés;

b) une allocation de fonctionnement fixée à 20 % du traitement brut individuel mensuel. Le bénéfice de cette allocation ne peut être cumulé avec le bénéfice des allocations mensuelles reprises au 1°, a à c, du présent article.

Art. 17. L'interruption de l'exercice des tâches faisant l'objet des allocations visées à l'article 16, 1°, a à c, et 3°, a et b, pour une période d'au moins un mois et pour un motif autre que les congés annuels de vacances et les congés de récupération, entraîne la suspension de l'octroi de ces allocations.

L'allocation visée à l'article 16, 3°, b, est liquidée en même temps que le traitement de chaque agent. Les autres allocations visées à l'article 16 sont liquidées mensuellement et à terme échu sur base d'une déclaration de créance introduite par l'agent et approuvée par le fonctionnaire dont relève l'agent et qui exerce au moins la fonction de directeur.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 18. Sont abrogées les dispositions suivantes :

1° l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, modifié par l'arrêté royal du 5 novembre 1951, l'arrêté royal du 30 août 1954;

2° l'arrêté royal du 11 décembre 1970 et l'arrêté royal du 30 novembre 1979; les décisions n° 166 du 16 novembre 1953 et n° 189 du 24 juin 1954 du Conseil d'administration de l'Institut national des Industries extractives allouant une indemnité forfaitaire aux ingénieurs et universitaires y assimilés qui sont appelés, par leurs fonctions, à descendre régulièrement dans la mine;

3° la décision n° 174 du 17 décembre 1953 du Conseil d'administration de l'Institut national des Industries extractives accordant une indemnité au personnel qui ne bénéficie pas de l'indemnité de descente forfaitaire dans la mine;

4° l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès, dans un établissement de l'Etat ou dans un établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1965, 25 avril 1967, 5 février 1968, 18 avril 1969 et 9 juillet 1969;

5° l'arrêté ministériel du 20 décembre 1966 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère des Travaux publics, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1977 et 23 janvier 1980;

6° l'arrêté ministériel du 7 mars 1968 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère de l'Agriculture, modifié par les arrêtés ministériels des 17 septembre 1976 et 9 avril 1980;

7° l'arrêté ministériel du 26 août 1968 accordant une indemnité pour frais de bureau à certains agents du Ministère des Travaux publics, modifié par les arrêtés ministériels des 31 juillet 1974 et 2 octobre 1974;

8° l'arrêté royal du 15 juillet 1969 créant une allocation pour travail assujettissant en automation, modifié par l'arrêté royal du 22 mars 1976;

9° l'arrêté royal du 21 août 1970, relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1976 et 3 décembre 1987;

10° l'arrêté ministériel du 23 décembre 1970 octroyant une allocation pour recensement aux agents du Ministère des Travaux publics astreints à participer au recensement de la circulation routière, modifié par l'arrêté ministériel du 22 février 1980;

11° l'arrêté ministériel du 22 août 1971 accordant une allocation pour prestations extraordinaires du chef d'intérim à certains agents du Ministère des Travaux publics, chargés de la gestion simultanée de deux districts, modifié par l'arrêté ministériel du 26 mai 1989;

12° l'arrêté ministériel du 9 octobre 1971 accordant une allocation aux agents du Ministère des Travaux publics chargés de l'élagage d'arbres à haute tige;

13° l'arrêté ministériel du 20 novembre 1972 accordant une allocation forfaitaire aux agents du Ministère des Travaux publics qui assurent pendant la période de chauffage, outre leur service normal, la conduite et l'entretien d'une installation de chauffage;

14° l'arrêté royal du 26 février 1973 fixant l'indemnité allouée aux membres du personnel de la Régie des Voies aériennes astreint au port de l'uniforme;

15° l'arrêté ministériel du 7 juin 1973 accordant une allocation mensuelle aux messagers-huissiers du Ministère des Travaux publics qui sont chargés d'exercer la fonction de téléphoniste;

16° l'arrêté royal du 28 août 1973 réglant l'octroi d'une allocation au personnel de la Régie des Voies aériennes qui effectue des prestations nocturnes, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1976;

17° l'arrêté royal du 28 août 1973 octroyant une allocation pour travail dans l'obscurité au personnel de la Régie des Voies aériennes, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1976;

18° l'arrêté royal du 28 août 1973 octroyant au personnel de la Régie des Voies aériennes une allocation pour prise en sténographie, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1976;

19° l'arrêté royal du 28 août 1973 allouant une allocation de présence ou de danger au personnel de la Régie des Voies aériennes, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1976;

20° l'arrêté royal du 28 décembre 1973 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale, modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1975;

21° l'arrêté royal du 8 octobre 1974 accordant à certains agents de l'Institut géotechnique de l'Etat une allocation pour conservation de matériel et une allocation de rendement;

22° l'arrêté ministériel du 5 mars 1976 réglant l'octroi des allocations pour travaux de plongée;

23° l'arrêté royal du 27 septembre 1976 relatif à l'allocation forfaitaire de visites souterraines et aux allocations par visite souterraine allouées à certains fonctionnaires et agents de l'Administration des Mines;

24° l'arrêté ministériel du 31 décembre 1976 réglant l'octroi d'une allocation de vol aux agents du Ministère des Travaux publics chargés d'effectuer des prises de vues à bord d'un aéronef;

25° l'arrêté ministériel du 4 avril 1977 octroyant une allocation horaire forfaitaire aux agents du Ministère des Travaux publics affectés à des travaux insalubres, incommodes ou pénibles ou chargés d'exécuter des travaux où ils peuvent éprouver des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude, modifié par l'arrêté ministériel du 8 septembre 1981;

26° l'arrêté royal du 2 mai 1978 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel de certains organismes d'intérêt public placés sous la tutelle ou gérés par le Ministre des Travaux publics modifié par l'arrêté royal du 16 janvier 1981;

27° l'arrêté ministériel du 6 mai 1977 accordant une allocation pour absence d'accidents aux agents du Ministère des Travaux publics chargés de la conduite d'un véhicule automobile;

28° l'arrêté ministériel du 23 juin 1978 accordant une allocation à certains agents du service de l'Hydraulique agricole du Ministère de l'Agriculture, chargés de travaux dans les lieux où ils sont particulièrement exposés aux effets désagréables de l'eau ou de la boue;

29° l'arrêté royal du 29 janvier 1979 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} février 1954 attribuant des rémunérations annuelles aux personnes étrangères à l'administration, ainsi que des allocations annuelles au personnel des administrations de l'Etat qui effectuent des observations pluviométriques ou hydrométriques, et qui veillent au bon entretien des appareils utilisés à cette fin;

30° l'arrêté royal du 31 janvier 1979 allouant une allocation de chef d'équipe aux ouvriers qualifiés A et premiers ouvriers qualifiés A de la Régie des Voies aériennes;

31° l'arrêté ministériel du 22 janvier 1980 accordant une allocation pour prestations exceptionnelles et irrégulières à certains gardes des voies navigables du Ministère des Travaux publics;

32° l'arrêté ministériel du 24 janvier 1980 relatif à l'octroi d'une allocation de danger et d'allocations pour manœuvre électrique à certains agents du Ministère des Travaux publics modifié par l'arrêté ministériel du 18 septembre 1980;

33° l'arrêté royal du 28 janvier 1980 relatif à l'octroi d'une allocation de danger et d'allocations pour manœuvre électrique à certains agents de l'Office de la Navigation;

34° l'arrêté royal du 28 janvier 1980 relatif à l'octroi d'une allocation de danger et d'allocations pour manœuvre électrique à certains gardes des voies navigables de l'Office de la Navigation;

35° l'arrêté royal du 28 janvier 1980 accordant une allocation pour prestations exceptionnelles et irrégulières à certains gardes des voies navigables de l'Office de la Navigation;

36° l'arrêté royal du 21 mars 1980 réglant l'octroi des allocations pour travaux de plongée à l'Office de la Navigation;

37° l'arrêté royal du 13 novembre 1980 accordant une allocation aux agents du Fonds des Routes chargés de l'élagage d'arbres à haute tige;

38° l'arrêté royal du 13 novembre 1980 accordant une allocation de vol aux agents du Fonds des Routes chargés d'effectuer des prises de vues à bord d'un aéronef;

39° l'arrêté royal du 13 novembre 1980 octroyant une allocation forfaitaire aux agents du Fonds des Routes affectés à des travaux insalubres, incommodes ou pénibles, ou chargés d'exécuter des travaux où ils peuvent éprouver des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude. Cet arrêté a été modifié par les arrêtés royaux des 3 mars 1983 et 7 juillet 1983;

40° l'arrêté royal du 13 novembre 1980 accordant une allocation mensuelle aux messagers-huissiers (rang 40 ou rang 41) et aux messagers-huissiers principaux (rang 41) du Fonds des Routes qui sont chargés d'exercer la fonction de téléphoniste;

41° l'arrêté royal du 13 novembre 1980 accordant une allocation pour prestations extraordinaires du chef d'intérim aux agents titulaires d'un grade de la carrière de conducteur et de la carrière d'ingénieur industriel du Fonds des Routes, chargés de la gestion simultanée de deux districts, modifié par l'arrêté royal du 16 août 1989;

42° l'arrêté royal du 28 novembre 1980 octroyant une allocation pour recensement aux agents du Fonds des Routes astreints à participer aux recensements de la circulation routière, modifié par l'arrêté royal du 24 décembre 1980;

43° l'arrêté royal du 28 novembre 1980 octroyant une indemnité pour frais de bureau à certains agents du Fonds des Routes;

44° l'arrêté royal du 13 mars 1981 octroyant une allocation horaire ou un supplément de salaire aux agents de l'Office de la Navigation affectés à des travaux insalubres, incommodes ou pénibles, ou chargés d'exécuter des travaux où ils peuvent éprouver des sentiments d'insécurité, d'appréhension et d'inquiétude;

45° l'arrêté royal du 24 juin 1983 fixant les modalités d'octroi de congés compensatoires et d'allocations au personnel du Fonds des Routes affecté au maintien de la viabilité du réseau routier en période hivernale, modifié par l'arrêté royal du 13 novembre 1985;

46° l'arrêté royal du 15 décembre 1982 allouant une allocation à titre de brevet à certains agents des Régies des Voies aériennes, modifié par l'arrêté royal du 6 août 1990;

47° l'arrêté ministériel du 24 juin 1983 fixant les modalités d'octroi de congés compensatoires et d'allocations au personnel du Ministère des Travaux publics affecté au maintien de la viabilité du réseau en période hivernale, modifié par l'arrêté ministériel du 13 novembre 1985;

48° l'arrêté ministériel du 18 octobre 1984 octroyant aux piégeurs de rats musqués du Service de la Protection des Végétaux une allocation pour l'écorchement des rats musqués en dehors des heures normales de service;

49° l'arrêté royal du 19 mars 1985 fixant les modalités d'octroi de congés compensatoires et d'allocations aux conducteurs et aux conducteurs principaux du Fonds des Routes affectés dans les services extérieurs de l'Administration des Routes chargés d'organiser et de diriger, dans un district ou une régie, les opérations de maintien de la viabilité du réseau routier en période hivernale;

50° l'arrêté ministériel du 19 mars 1985 fixant les modalités d'octroi de congés compensatoires et d'allocations aux conducteurs et aux conducteurs principaux des services extérieurs de l'Administration des Routes, chargés d'organiser et de diriger, dans un district ou une régie, les opérations de maintien de la viabilité du réseau routier en période hivernale;

51° l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 juin 1985 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières à certains membres du personnel de l'Inspection générale de l'Environnement et des Forêts du Ministère de la Région wallonne;

52° l'arrêté royal du 14 mars 1989 fixant les modalités d'octroi d'un congé compensatoire et d'une allocation au personnel du Fonds des Routes chargé de façon permanente de la surveillance de chantiers fonctionnant en service continu;

53° l'arrêté ministériel du 14 mars 1989 fixant les modalités d'octroi d'un congé compensatoire et d'une allocation au personnel du Ministère des Travaux publics chargé de façon permanente de la surveillance de chantiers fonctionnant en service continu;

54° l'arrêté royal du 9 juillet 1990 relatif à l'attribution d'une allocation pour le travail en équipe à certains agents de la Régie des Voies aériennes;

55° l'arrêté royal du 17 juillet 1990 allouant une prime de rendement à certains agents de la Régie des Voies aériennes;

56° l'arrêté royal du 17 décembre 1990 relatif à l'octroi d'une allocation à certains agents de la Régie des Voies aériennes qui assurent un service de garde à domicile;

57° l'arrêté royal du 31 janvier 1991 portant fixation des allocations dues aux personnes, appartenant ou non au personnel, qui collaborent aux activités de formation de la Régie des Voies aériennes;

58° l'arrêté royal du 12 juin 1991 allouant une prime d'attente à certains agents des services "Météorologie aéronautique" et "Télécommunications aéronautiques" de la Régie des Voies aériennes;

59° l'arrêté royal du 30 avril 1992 accordant une prime de bilinguisme au personnel de la Régie des Voies aériennes;

60° l'arrêté royal du 14 septembre 1992 allouant une prime de productivité aux membres du personnel de la Régie des Voies aériennes;

61° l'arrêté royal du 18 novembre 1992 allouant une allocation pour sujétions spéciales inhérentes à la distribution des carburants aviation;

62° la décision du Gouvernement wallon du 11 mars 1993 accordant une allocation pour privation de logement aux agents de niveau 1 des centres extérieurs de la Division des Pollutions industrielles;

63° l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 1993 portant des dispositions administratives et pécuniaires applicables aux ouvriers forestiers domaniaux, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 et du 3 juin 1999;

64° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 octroyant une allocation de fonctionnement aux agents du Ministère de la Région wallonne chargés du piégeage des rats musqués;

65° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juillet 1993 réglant les conditions d'octroi d'une allocation pour préparation d'appâts empoisonnés;

66° l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 1996 fixant le régime d'octroi d'allocations aux fonctionnaires des aéroports et des aérodromes publics régionaux desquels il est requis d'effectuer un travail à pause ou un rôle de garde, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 29 mai 1997 et du 20 mai 1999.

Art. 19. Les avantages portés par le présent arrêté ne peuvent être cumulés avec des avantages de même nature portés par toute autre réglementation.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 18 qui entre en vigueur au moment de l'entrée en vigueur des arrêtés ministériels visés à l'article 5 du présent arrêté.

Par dérogation au premier alinéa, le système de calcul de la valorisation des heures prend effet le 1^{er} avril 2000 pour ce qui concerne la Direction générale des Voies hydrauliques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Art. 21. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 juin 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1827

[C - 2001/27397]

14. JUNI 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen und der Leistungen im Rahmen der Wach- und Bereitschaftsdienste und zur Gewährung von Zulagen für spezifische Arbeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Artikels 87, § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung bestimmter Aspekte der Arbeitszeitgestaltung im öffentlichen Bereich;

Aufgrund des am 17. Juli 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. November 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers der Haushalts;

Aufgrund des am 17. November 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 322 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 8. Dezember 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung über den Antrag auf ein durch den Staatsrat innerhalb einer einmonatigen Frist abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 22. März 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 31.024/2 des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung und auf die Bediensteten der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, unterliegen, mit Ausnahme der Bediensteten der psychiatrischen Krankenhäuser.

Die Generalbeamten und die Bediensteten, die in den Genuss der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 1969 über die Produktivitätsprämien zugunsten der Zivilingenieure des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 24. Februar 1976 gelangen, können die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nicht beanspruchen.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° normale Arbeitszeitregelung: die in Artikel 11 des vorliegenden Erlasses beschriebene Arbeitszeitregelung;
- 2° unregelmäßige Leistungen: Leistungen, die außerhalb der normalen Arbeitszeitregelung stattfinden;
- 3° Wachdienst: die in Artikel 4, 3°, des vorliegenden Erlasses beschriebene Leistung;
- 4° Heimbereitschaftsdienst: die in Artikel 13, § 1, 1°, a und b, des vorliegenden Erlasses beschriebene Leistung;
- 5° Heimwachdienst: die in Artikel 13, § 1, 1°, c und d, des vorliegenden Erlasses beschriebene Leistung;
- 6° Leistung nach Rückruf: Beteiligung eines Bediensteten an einer unvorhergesehenen und dringenden Arbeit außerhalb seiner normalen Arbeitszeitregelung;
- 7° Gesundheitsgefährdende Arbeiten, lästige Arbeiten, beschwerliche Arbeiten, gefährliche Arbeiten und körperlich schwere Arbeiten: eine Reihe von Arbeiten im Sinne der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit und seiner Durchführungserlasse, die die Zurverfügungstellung von individueller Schutzausrüstung erfordern, die in Anhang II des Königlichen Erlasses vom 7. August 1995 festgelegt wird;
- 8° Handhabung elektrischer Apparaturen: die Handhabung elektrischer Apparaturen im Sinne von Artikel 266 der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen, eingeführt durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981.

Art. 3 - Bei der Zahlung der in Ausführung des vorliegenden Erlasses geschuldeten Beträge wird jeweils auf den Belgischen Franken auf- oder abgerundet.

Art. 4 - Für jeden Arbeitsplatz wird in der allgemeinen Dienstordnung folgendes festgelegt:

- 1° die anwendbare normale Arbeitszeitregelung, ob es sich nun um ein Gleitzeitmodell handelt oder um einen spezifischen Arbeitszeitplan, der unter Anführung einer chronologischen Numerierung in der allgemeinen Dienstordnung anzugeben ist;
- 2° ob bei der Ausführung der Arbeit Leistungen außerhalb der normalen Arbeitszeitregelung vorgesehen sind, die als unregelmäßige Leistungen bezeichnet werden. In diesem Fall sind die betreffenden Aufgaben zu erläutern;
- 3° ob bei der Ausführung der Arbeit Wachdienste vorgesehen sind, bei denen sich der Betreffende während einer Woche in Abständen einer bestimmten Anzahl Wochen zur Verfügung der Verwaltung zu halten hat. Diese Anzahl darf nicht unter drei liegen und wird in jeder allgemeinen Dienstordnung festgelegt. Die für die Wahrnehmung dieser Aufgaben gewährten Zulagen wie zum Beispiel die Zurverfügungstellung einer kostenlosen Wohnung oder jegliche Vergütung für die Entfernung von der Wohnung oder jegliche gleichgestellte Zulage oder Vergütung werden in den für diese Bereiche spezifischen Erlassen festgelegt;
- 4° ob bei der Ausführung der Arbeit ein Heimbereitschaftsdienst und/oder ein Heimwachdienst, außer jener, der in Punkt 3° angeführt wird, von der Verwaltung organisiert wird und dessen Durchführungsbestimmungen in jeder allgemeinen Dienstordnung festgelegt werden;
- 5° ob die Ausführung der Arbeit gewöhnlich gesundheitsgefährdende, lästige oder beschwerliche Arbeiten oder aber die Handhabung elektrischer Apparaturen im Sinne der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und des Gesetzbuches über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit umfasst;
- 6° ob die Ausführung der Arbeit gewöhnlich körperlich schwere oder gefährliche Arbeiten im Sinne der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und des Gesetzbuches über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit umfasst.

Art. 5 - § 1. Der von der Funktion her zuständige Minister legt für alle Dienststellen, die in seinen Zuständigkeitsbereich fallen, die im Rahmen der zu gewährleistenden Aufgaben anfallenden Leistungen und die diesbezüglichen Durchführungsbestimmungen fest.

Im Anschluss an die Abgabe eines Gutachtens des/der von der Funktion her zuständigen Minister(s) verabschiedet der Minister des öffentlichen Dienstes die allgemeine Dienstordnung und die Liste der Stellen, die unter Berücksichtigung der in Artikel 4 angeführten Charakteristiken festgelegt wird.

§ 2. Für die in Artikel 1 angeführten Einrichtungen öffentlichen Interesses, die nicht über ein Verwaltungsorgan verfügen, legt der von der Funktion her zuständige Minister die im Rahmen der zu gewährleistenden Aufgaben anfallenden Leistungen und die diesbezüglichen Durchführungsbestimmungen fest.

Im Anschluss an die Abgabe des Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes verabschiedet der von der Funktion her zuständige Minister die allgemeine Dienstordnung und die Liste der Stellen, die unter Berücksichtigung der in Artikel 4 angeführten Charakteristiken festgelegt wird, und übermittelt dem Minister des öffentlichen Dienstes unverzüglich eine Abschrift dieser Schriftstücke.

§ 3. Für die in Artikel 1 angeführten Einrichtungen öffentlichen Interesses, die über ein Verwaltungsorgan verfügen, legt dieses Organ die im Rahmen der zu gewährleistenden Aufgaben anfallenden Leistungen und die diesbezüglichen Durchführungsbestimmungen fest.

Nachdem der Vertreter der Region innerhalb dieses Verwaltungsorgans sein Einverständnis gegeben hat, verabschiedet es die allgemeine Dienstordnung und die Liste der Stellen, die unter Berücksichtigung der in Artikel 4 angeführten Charakteristiken festgelegt wird, und übermittelt dem Minister des öffentlichen Dienstes unverzüglich eine Abschrift dieser Schriftstücke.

KAPITEL II — *Unregelmäßige Leistungen, Wachdienst und Leistung nach Rückruf*

Art. 6 - Der Vorteil der in dem vorliegenden Kapitel enthaltenen Maßnahmen für unregelmäßige Leistungen, Wachdienste und Leistungen nach Rückruf, ist an den außergewöhnlichen oder unregelmäßigen Charakter dieser Leistungen gebunden. Diese Maßnahmen werden ebenfalls gewährt, falls ein ununterbrochener Dienst oder ein Schichtdienst gewährleistet werden muss.

Art. 7 - Jene Bediensteten, die älter als fünfzig Jahre sind, sowie die Bediensteten, die ein diesbezügliches Gutachten des für die ärztliche Prüfung verantwortlichen Arztes vorlegen können, sind berechtigt, sich zu weigern, sich an den in dem vorliegenden Erlass angeführten unregelmäßigen Leistungen, an Wachdiensten oder an Leistungen nach Rückruf zu beteiligen.

Den von dieser Maßnahme betroffenen Bediensteten, die nicht in der Lage sind, während der normalen Arbeitszeit die ihnen gewöhnlich zugeteilten Aufgaben wahrzunehmen, wird zumindest eine Möglichkeit der Neuzuweisung geboten und zwar innerhalb des Stellenplans eines Amtssitzes, der sich so nah wie möglich an dem Amtssitz der Stelle, die sie derzeit besetzen, befindet. Bei der Neuzuweisung hat der Dienstgrad der neuen Stelle dem Dienstgrad des neu eingewiesenen Bediensteten zu entsprechen.

Art. 8 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses umfasst das Bruttojahresgehalt den Bruttojahreslohn, abzüglich der Familienzulagen jedoch einschließlich ggf. der Haushaltszulage oder der Wohnsitzzulage.

Art. 9 - Die Stundenzulage schwankt in gleicher Weise wie der Monatslohn, auf den sie sich bezieht. Sie beträgt 1/1 850tel des Bruttojahresgehalts für jede Arbeitsstunde, ggf. unter Anwendung von Berichtigungskoeffizienten.

Art. 10 - Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 7, § 2, des Gesetzes vom 14. Dezember 2000 wird die Liste der Aufgaben, die in der allgemeinen Dienstordnung angeführt werden und bei deren Ausführung unregelmäßige Leistungen, Wachdienste oder Leistungen nach Rückruf anfallen, derart festgelegt, dass sie eine oder mehrere der nachfolgenden Charakteristiken aufweist:

1° aufgrund der dienstlichen Bedürfnisse und der Anforderungen auf dem Gebiet der Arbeitssicherheit verpflichtet sein, sich außerhalb der normalen Arbeitszeitregelung zur Verfügung der Behörde zu halten;

2° im Rahmen eines ununterbrochenen Dienstes oder eines Schichtdienstes, der durch dienstliche Bedürfnisse oder Anforderungen auf dem Gebiet der Arbeitssicherheit gerechtfertigt wird und der entweder gewöhnlich und permanent oder saisonbedingt ist, verpflichtet sein, nachts, Samstags, Sonntags und an Feiertagen oder außerhalb der normalen Arbeitszeitregelung Leistungen zu erbringen;

3° aufgrund der Besonderheiten der dienstlichen Aktivitäten sowie der besonderen Bedingungen, unter denen die Ausrüstungen und Gerätschaften eingesetzt werden, außerhalb der normalen Arbeitszeitregelung Leistungen zu erbringen haben.

Art. 11 - Die in Artikel 10 angeführten Aufgaben werden im Rahmen einer der nachstehenden Arbeitszeitregelungen ausgeführt:

1° für jene Bediensteten, die ihre Tätigkeit im Rahmen einer Gleitzeitregelung verrichten: der Beginn des gleitenden Abschnitts der normalen Arbeitszeit wird auf 7 Uhr 30 festgelegt und das Ende des gleitenden Abschnitts der normalen Arbeitszeit auf 18 Uhr 30;

2° 1° für jene Bediensteten, die ihre Tätigkeit nicht im Rahmen einer Gleitzeitregelung verrichten: die Dauer der normalen Arbeitszeit beträgt 8 Stunden und 30 Minuten und liegt zwischen 7 Uhr 30 und 18 Uhr 30.

Die jeweiligen spezifischen Arbeitszeitpläne werden in der in Artikel 5 angeführten allgemeinen Dienstordnung erläutert, in der zudem die Ämter festgelegt werden, in Ausübung derer die Befugnis erteilt wird, von den Bediensteten unregelmäßige Leistungen und Wachdienste zu verlangen oder Bedienstete in Ausnahmefällen in den Dienst zurückzurufen. Nur jene Bediensteten, die derartige Ämter bekleiden, sind befugt, unter der Verantwortlichkeit eines Beamten, der zumindest das Amt eines Direktors bekleidet, diese Vollmacht auszuüben.

Art. 12 - Die geleisteten Arbeitsstunden werden auf der Grundlage der nachfolgenden Aufwertungsbestimmungen berechnet:

1° Leistungen, die innerhalb der normalen Arbeitszeitregelung erbracht werden

a) von Montags bis Freitags: 100 %

b) Samstags, in der Dienstordnung festgelegte Feiertage und Tage, an denen eine Dienstbefreiung gewährt wird: 150 %;

c) Sonntage und gesetzliche Feiertage: 200 %

2° Leistungen, die außerhalb der normalen Arbeitszeitregelung und zwischen 7 Uhr 30 und 22 Uhr erbracht werden:

a) von Montags bis Freitags: 125 %

b) Samstags, in der Dienstordnung festgelegte Feiertage und Tage, an denen eine Dienstbefreiung gewährt wird: 175 %;

c) Sonntage und gesetzliche Feiertage: 225 %

3° Leistungen, die zwischen 22 Uhr und 7 Uhr 30 erbracht werden:

a) von Montags bis Freitags: 150 %

b) Samstags, in der Dienstordnung festgelegte Feiertage und Tage, an denen eine Dienstbefreiung gewährt wird: 200 %;

c) Sonntage und gesetzliche Feiertage: 250 %

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten als in der Dienstordnung festgelegte Feiertage der 27. September, der 2. November, der 15. November und der 26. Dezember.

Art. 13 - § 1. Die für jede Aufgabe anzuwendende Regelung zur Aufwertung der Wachdienststunden und der nach Rückruf geleisteten Leistungen wird folgendermaßen festgelegt:

1° entweder der Bedienstete leistet einen von der Verwaltung organisierten Wachdienst:

a) an einem Sonntag oder einem gesetzlichen Feiertag: wird ein Bediensteter aufgefordert, sich den ganzen Tag zur Verfügung der Verwaltung zu halten, gibt dieser Heimbereitschaftsdienst Anrecht auf eine Stundengutschrift von vier Stunden;

b) an allen Tagen, auf die sich Punkt a nicht bezieht: wird ein Bediensteter aufgefordert, sich den ganzen Tag zur Verfügung der Verwaltung zu halten, gibt dieser Heimbereitschaftsdienst Anrecht auf eine Stundengutschrift von zwei Stunden;

c) an einem Sonntag oder einem gesetzlichen Feiertag: der Heimwachdienst, bei dem von dem Bediensteten verlangt wird, während einer Zeitspanne von höchstens einer Stunde jegliche Information oder Anweisung entgegenzunehmen, gibt Anrecht auf eine Stundengutschrift von einer Stunde;

d) an allen Tagen, auf die sich Punkt c nicht bezieht: der Heimwachdienst, bei dem von dem Bediensteten verlangt wird, während einer Zeitspanne von höchstens einer Stunde jegliche Information oder Anweisung entgegenzunehmen, gibt Anrecht auf eine Stundengutschrift von einer halben Stunde;

e) Die Bestimmungen zur Aufwertung der in Artikel 12 angeführten geleisteten Arbeitsstunden sind nicht auf die in den Punkten a bis d angeführten Stundengutschriften anwendbar.

2° oder der Bedienstete leistet nicht einen von der Verwaltung organisierten Wachdienst: der außergewöhnliche Rückruf des Bediensteten außerhalb seiner normalen Arbeitszeitregelung, um sich an einer unvorhergesehenen und dringenden Arbeit zu beteiligen, gibt Anrecht auf eine Stundengutschrift von vier Stunden, für die die Bestimmungen zur Aufwertung der in Artikel 12 angeführten geleisteten Arbeitsstunden nicht anwendbar sind.

§ 2. Das in § 1 beschriebene System zur Aufwertung der Wachdienststunden und der nach Rückruf geleisteten Leistungen findet keine Anwendung auf jene Bediensteten, denen während den Zeitabschnitten, in denen vorgesehen ist, dass sie der Verwaltung zur Verfügung stehen, eine Wohnung unentgeltlich zur Verfügung gestellt wird, oder eine Vergütung für die Entfernung von der Wohnung oder jegliche gleichgestellte Zulage oder Vergütung gewährt wird.

Art. 14 - Für jeden Bediensteten werden die geleisteten Arbeitsstunden am Ende eines jeden Monats berechnet. Dabei werden die während der normalen Arbeitszeitregelung geleisteten Arbeitsstunden, die Aufwertung der unregelmäßigen Leistungen, die Stundengutschriften für den Heimbereitschaftsdienst und den Heimwachdienst sowie die Aufwertung der nach Rückruf geleisteten Leistungen getrennt aufgeführt.

Wird im Anschluss an diese Berechnung festgestellt, dass für einen Bezugsmonat die Gesamtanzahl der geleisteten Arbeitsstunden eines Bediensteten die durchschnittliche Höchstdauer der erlaubten Arbeitszeit übersteigt, wird dem Bediensteten wahlweise ein Ausgleich in Form einer Stundengutschrift oder in Form einer Stundenzulage gewährt. Der Ausgleich der überschüssigen Arbeitsleistung durch einen Zeitausgleichsurlaub ist jedoch auf eine Anzahl Stunden begrenzt, die vierundzwanzig Urlaubstagen pro Jahr entspricht. Der ggf. verbleibende Saldo dieser Stunden führt automatisch zu einer Stundenzulage. Das Dokument, in dem die Berechnung der Stunden und die Wahl des Bediensteten angeführt werden, wird durch den Beamten, dem der Bedienstete untergeordnet ist und der mindestens die Funktion eines Direktors bekleidet, genehmigt.

KAPITEIL III - Zulagen für spezifische Arbeiten

Art. 15 - Die in dem vorliegenden Kapitel angeführten Zulagen sind an die Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise gemäß dem Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung der Koppelung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs gebunden und auf den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 festgesetzt.

Art. 16 - Folgende Zulagen werden gewährt:

1° für gesundheitsgefährdende, lästige, beschwerliche, körperlich schwere oder gefährliche Arbeiten und die Handhabung elektrischer Apparaturen:

a) eine monatliche Zulage von achthundertfünfzig (850) BEF (oder 21,07 Euro) für eine Aufgabe, die gewöhnlich gesundheitsgefährdende, lästige oder beschwerliche Arbeiten oder die Handhabung elektrischer Apparaturen umfasst;

b) eine monatliche Zulage von achthundertfünfzig (850) BEF (oder 21,07 Euro) für eine Aufgabe, die gewöhnlich körperlich schwere oder gefährliche Arbeiten umfasst;

c) eine monatliche Zulage von tausendsiebenhundert (1 700) BEF (oder 42,14 Euro), wenn die in Punkt 1°, a und b angeführten Kategorien vereint sind;

2° für die Bediensteten, die Taucharbeiten verrichten:

a) eine Zulage von zweitausend (2 000) BEF (oder 49,58 Euro) pro Taucheinsatz von weniger als drei Stunden, erhöht um hundert (100) BEF (oder 2,48 Euro) je zusätzliche Viertelstunde.

b) eine Zulage von sechshundert (600) BEF (oder 14,87 Euro) pro Überwachung eines Taucheinsatzes von weniger als drei Stunden, erhöht um dreißig (30) BEF (oder 0,74 Euro) je zusätzliche Viertelstunde.

3° für die Bediensteten der Stufe 4, die mit dem Fang von Bisamratten beauftragt sind:

a) eine Zulage von vier (4) BEF (oder 0,10 Euro) pro Lockspeise bei der Zubereitung von vergifteten Lockspeisen;

b) eine Funktionszulage, die 20 % des monatlichen Bruttogehalts entspricht. Diese Zulage kann nicht bezogen werden, wenn bereits die in Punkt 1, a bis c des vorliegenden Artikels angeführten monatlichen Zulagen gewährt werden.

Art. 17 - Wird die Ausübung der Aufgaben, die Gegenstand der in Artikel 16, 1°, a bis c und 3° a und b angeführten Zulagen sind, während wenigstens einem Monat unterbrochen aus einem anderen Grund als ein Jahresurlaub oder ein Zeitausgleichsurlaub, so hat dies die Einstellung der Gewährung dieser Zulagen zur Folge.

Die in Artikel 16, 3°, b, angeführte Zulage wird gemeinsam mit dem Gehalt eines jeden Bediensteten ausgezahlt. Die sonstigen in Artikel 16 angeführten Zulagen werden monatlich und nachträglich auf der Grundlage einer Schuldforderung eingereicht, die durch den betreffenden Bediensteten eingereicht und durch den Beamten, dem der Bedienstete untergeordnet ist und der mindestens die Funktion eines Direktors bekleidet, genehmigt.

KAPITEL IV — *Abschließende Bestimmungen*

Art. 18 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° der Regentenerlass vom 30. März 1950 bezüglich der Zulagen für außergewöhnliche Leistungen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 5. November 1951 und den Königlichen Erlass vom 30. August 1954;

2° der Königliche Erlass vom 11. Dezember 1970 und der Königliche Erlass vom 30. November 1979; die Beschlüsse Nr. 166 vom 16. November 1953 und Nr. 189 vom 24. Juni 1954 des Verwaltungsrates des Nationalen Instituts der Grundstoffgewinnungsindustrie zur Gewährung einer pauschalen Vergütung zugunsten der Ingenieure und der gleichgestellten Personen mit Universitätsabschluss die aufgrund ihrer Funktion regelmäßig in eine Grube hinabsteigen müssen;

3° der Beschluss Nr. 174 vom 17. Dezember 1953 des Verwaltungsrates des Nationalen Instituts der Grundstoffgewinnungsindustrie zur Gewährung einer Vergütung zugunsten jener Personalmitglieder, denen keine pauschale Vergütung für das Hinabsteigen in eine Grube gewährt wird;

4° der Königliche Erlass vom 20. Juli 1964 über die Bedingungen für die Gewährung einer Fortbildungsvergütung zugunsten der Arbeitnehmer, die in einer staatlichen Einrichtung oder in einer subventionierten bzw. zugelassenen Einrichtung einen vollständigen Ausbildungsgang des Abend- oder Sonntagsunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. April 1965, vom 25. April 1967, vom 5. Februar 1968, vom 18. April 1969 und vom 9. Juli 1969;

5° der Ministerialerlass vom 20. Dezember 1966 zur Regelung der Gewährung einer Zulage wegen unregelmäßiger Leistungen an das Personal des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 4. April 1977 und vom 23. Januar 1980;

6° der Ministerialerlass vom 7. März 1968 zur Regelung der Gewährung einer Zulage wegen unregelmäßiger Leistungen an das Personal des Landwirtschaftsministeriums, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 17. September 1976 und vom 9. April 1980;

7° der Ministerialerlass vom 26. August 1968 zur Gewährung einer Zulage für Bürokosten zugunsten von gewissen Bediensteten des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 31. Juli 1974 und vom 2. Oktober 1974;

8° der Königliche Erlass vom 15. Juli 1969 zur Schaffung einer Zulage für maschinenabhängige Arbeit in automatisierten Fertigungsstraßen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. März 1976;

9° der Königliche Erlass vom 21. August 1970, durch den gewissen Kategorien des vom Staat bezahlten Personals ein Fortbildungsurlaub und eine Fortbildungsvergütung gewährt werden, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. April 1976 und vom 3. Dezember 1987;

10° der Ministerialerlass vom 23. Dezember 1970 zur Gewährung einer Zählungsprämie zugunsten der Bediensteten des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die verpflichtet sind, an den Verkehrszählungen teilzunehmen, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 22. Februar 1980;

11° der Ministerialerlass vom 22. August 1971 zur Gewährung einer Zulage für außerordentliche Leistungen wegen Interimsvertretungen zugunsten von gewissen Bediensteten des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die gleichzeitig zwei Distrikte zu verwalten haben, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 26. Mai 1989;

12° der Ministerialerlass vom 9. Oktober 1971 zur Gewährung einer Zulage zugunsten der Bediensteten des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die mit der Ausäutung hochstämmiger Bäume beauftragt sind;

13° der Ministerialerlass vom 20. November 1972 zur Gewährung einer pauschalen Zulage zugunsten der Bediensteten des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die während der Zeitspanne, während der geheizt wird, zusätzlich die Heizanlage bedienen und unterhalten;

14° der Königliche Erlass vom 26. Februar 1973 zur Festlegung einer Zulage zugunsten der Mitglieder der Regie der Luftfahrt, die eine Uniform zu tragen haben;

15° der Ministerialerlass vom 7. Juni 1973 zur Gewährung einer monatlichen Zulage zugunsten der Boten-Amtsdiener des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die die Aufgaben eines Telefonisten wahrzunehmen verpflichtet sind;

16° der Königliche Erlass vom 28. August 1973 zur Regelung der Gewährung einer Zulage zugunsten der Personalmitglieder der Regie der Luftfahrt, die Nachts Leistungen erbringen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 23. September 1976;

17° der Königliche Erlass vom 28. August 1973 zur Gewährung einer Zulage für die Arbeit in der Dunkelheit zugunsten der Personalmitglieder der Regie der Luftfahrt, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 23. September 1976;

18° der Königliche Erlass vom 28. August 1973, durch den den Personalmitgliedern der Regie der Luftfahrt eine Zulage für die Kurzschrittnahme gewährt wird, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 23. September 1976;

19° der Königliche Erlass vom 28. August 1973 zur Gewährung einer Anwesenheits- oder Gefahrenzulage zugunsten der Personalmitglieder der Regie der Luftfahrt, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 23. September 1976;

20° der Königliche Erlass vom 28. Dezember 1973 zur Gewährung einer Fortbildungsvergütung an die Arbeitnehmer, die an Kursen teilnehmen, um ihre geistige, moralische und soziale Ausbildung zu verbessern, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 21. April 1975;

21° der Königliche Erlass vom 8. Oktober 1974 zur Gewährung einer Zulage für die Aufbewahrung von Material und einer Produktivitätszulage zugunsten von bestimmten Personalmitgliedern des staatlichen geotechnischen Instituts;

22° der Ministerialerlass vom 5. März 1976 zur Regelung der Gewährung von Zulagen für Taucharbeiten;

23° der Königliche Erlass vom 27. September 1976 bezüglich der pauschalen Zulage für Besichtigungen unter Tage und bezüglich der Zulagen je Besichtigung unter Tage, die bestimmten Beamten und Bediensteten der Grubenverwaltung gewährt werden;

24° der Ministerialerlass vom 31. Dezember 1976 zur Regelung der Gewährung einer Flugzulage zugunsten der Bediensteten des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die an Bord eines Luftfahrzeuges Luftbildaufnahmen machen;

25° der Ministerialerlass vom 4. April 1977 zur Gewährung einer pauschalen Stundenvergütung zugunsten der Bediensteten des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die mit der Ausführung von gesundheitsgefährdenden, lästigen oder beschwerlichen Arbeiten beauftragt werden, oder aber mit Arbeiten, bei deren Ausführung sie Unsicherheit, Beunruhigung oder Besorgnis verspüren können, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 8. September 1981;

26° der Königliche Erlass vom 2. Mai 1978 zur Regelung der Gewährung einer Zulage für unregelmäßige Leistungen zugunsten der Personalmitglieder gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Verwaltungsaufsicht des Ministers für öffentliche Arbeiten unterstehen oder von ihm verwaltet werden, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 16. Januar 1981;

27° der Ministerialerlass vom 6. Mai 1977 zur Gewährung einer Zulage für unfallfreies Arbeiten zugunsten der Bediensteten des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die ein Kraftfahrzeug zu fahren haben;

28° der Ministerialerlass vom 23. Juni 1978 zur Gewährung einer Zulage zugunsten von bestimmten Bediensteten der Dienststelle Landwirtschaftlicher Wasserbau des Landwirtschaftsministeriums, die Arbeiten an Orten zu verrichten haben, an denen sie den unangenehmen Auswirkungen des Wassers oder des Schlammes besonders ausgesetzt sind;

29° der Königliche Erlass vom 29. Januar 1979 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 1. Februar 1954 zur Gewährung einer jährlichen Vergütung zugunsten von Personen, die nicht Mitglied der Verwaltung sind und jährlichen Zulagen zugunsten der Personalmitglieder der staatlichen Verwaltungen, die Regen- und Wasserstandsmessungen durchführen und die diesbezüglich benutzten Geräte instandhalten;

30° der Königliche Erlass vom 31. Januar 1979 zur Gewährung einer Gruppenleiterzulage zugunsten der qualifizierten Arbeiter A und der ersten qualifizierten Arbeiter A der Regie der Luftfahrt;

31° der Ministerialerlass vom 22. Januar 1980 zur Gewährung einer Zulage für außergewöhnliche und unregelmäßige Leistungen zugunsten von bestimmten Mitgliedern des Wachpersonals der schiffbaren Wasserstraßen des Ministeriums für öffentliche Arbeiten;

32° der Ministerialerlass vom 24. Januar 1980 bezüglich der Gewährung einer Gefahrenzulage und einer Zulage für die Handhabung elektrischer Apparaturen zugunsten von bestimmten Bediensteten des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, abgeändert durch den Ministerialerlass vom 18. September 1980;

33° der Königliche Erlass vom 28. Januar 1980 bezüglich der Gewährung einer Gefahrenzulage und einer Zulage für die Handhabung elektrischer Apparaturen zugunsten von bestimmten Bediensteten des Schiffsamtes;

34° der Königliche Erlass vom 28. Januar 1980 bezüglich der Gewährung einer Gefahrenzulage und einer Zulage für die Handhabung elektrischer Apparaturen zugunsten von bestimmten Mitgliedern des Wachpersonals der schiffbaren Wasserstraßen des Schiffsamtes;

35° der Königliche Erlass vom 28. Januar 1980 zur Gewährung einer Zulage für außergewöhnliche und unregelmäßige Leistungen zugunsten von bestimmten Mitgliedern des Wachpersonals der schiffbaren Wasserstraßen des Schiffsamtes;

36° der Königliche Erlass vom 21. März 1980 zur Regelung der Gewährung von Zulagen für Taucharbeiten an das Schiffsamt;

37° der Königliche Erlass vom 13. November 1980 zur Gewährung einer Zulage zugunsten der Bediensteten des Straßenfonds, die mit der Ausästung hochstämmiger Bäume beauftragt sind;

38° der Königliche Erlass vom 13. November 1980 zur Gewährung einer Flugzulage zugunsten der Bediensteten des Straßenfonds, die an Bord eines Luftfahrzeuges Luftbildaufnahmen machen;

39° der Königliche Erlass vom 13. November 1980 zur Gewährung einer pauschalen Stundenvergütung zugunsten der Bediensteten des Straßenfonds, die mit der Ausführung von gesundheitsgefährdenden, lästigen oder beschwerlichen Arbeiten beauftragt werden, oder aber mit Arbeiten, bei deren Ausführung sie Unsicherheit, Beunruhigung oder Besorgnis verspüren können. Dieser Erlass wurde durch die Königlichen Erlasse vom 3. März 1983 und vom 7. Juli 1983 abgeändert;

40° der Königliche Erlass vom 13. November 1980 zur Gewährung einer monatlichen Zulage zugunsten der Boten-Amtsdiener (Dienstrang 40 oder Dienstrang 41) und der Hauptboten-Amtsdiener (Dienstrang 41) des Straßenfonds, die die Aufgaben eines Telefonisten wahrzunehmen verpflichtet sind;

41° der Königliche Erlass vom 13. November 1980 zur Gewährung einer Zulage für außerordentliche Leistungen wegen Interimsvertretungen zugunsten von Bediensteten, die Inhaber eines Dienstgrades in der Laufbahn eines Bauleiters oder in der Laufbahn eines industriellen Ingenieurs des Straßenfonds sind und gleichzeitig zwei Distrikte zu verwalten haben, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 16. August 1989;

42° der Königliche Erlass vom 28. November 1980 zur Gewährung einer Zählungsprämie an die Bediensteten des Straßenfonds, die verpflichtet sind, an den Verkehrszählungen teilzunehmen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 24. Dezember 1980;

43° der Königliche Erlass vom 28. November 1980 zur Gewährung einer Zulage für Bürokosten zugunsten von gewissen Bediensteten des Straßenfonds;

44° der Königliche Erlass vom 13. März 1981 zur Gewährung einer Stundenvergütung oder einer Gehaltszulage an die Bediensteten des Schiffsamtes, die mit der Ausführung von gesundheitsgefährdenden, lästigen oder beschwerlichen Arbeiten beauftragt werden, oder aber mit Arbeiten, bei deren Ausführung sie Unsicherheit, Beunruhigung oder Besorgnis verspüren können.

45° der Königliche Erlass vom 24. Juni 1983 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen für die Gewährung von Ausgleichsurlaubstagen und Zulagen zugunsten der Personalmitglieder des Straßenfonds, die mit der Aufrechterhaltung der Befahrbarkeit des Straßennetzes im Winter beauftragt sind, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 13. November 1985;

46° der Königliche Erlass vom 15. Dezember 1982 zur Gewährung einer Zeugniszulage zugunsten von bestimmten Bediensteten der Regie der Luftfahrt, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 6. August 1990;

47° Der Ministerialerlass vom 24. Juni 1983 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen für die Gewährung von Ausgleichsurlaubstagen und Zulagen zugunsten der Personalmitglieder des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die mit der Aufrechterhaltung der Befahrbarkeit des Straßennetzes im Winter beauftragt sind, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 13. November 1985;

48° Der Ministerialerlass vom 18. Oktober 1984, durch den den Fängern von Bisamratten der Dienststelle Pflanzenschutz, die außerhalb der normalen Arbeitszeitregelung Bisamratten enthäuten, eine Zulage gewährt wird;

49° der Königliche Erlass vom 19. März 1985 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen für die Gewährung von Ausgleichsurlaubstagen und Zulagen zugunsten der Bauleiter und der Hauptbauleiter des Straßenfonds, die den Außendienststellen der Straßenverwaltung zugeteilt sind und die Aufgabe haben, in einem Distrikt oder einer Regie die Operationen zur Befahrbarkeit des Straßennetzes im Winter zu organisieren und zu leiten;

50° der Königliche Erlass vom 19. März 1985 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen für die Gewährung von Ausgleichsurlaubstagen und Zulagen zugunsten der Bauleiter und der Hauptbauleiter der Außendienststellen der Straßenverwaltung, die die Aufgabe haben, in einem Distrikt oder einer Regie die Operationen zur Befahrbarkeit des Straßennetzes im Winter zu organisieren und zu leiten;

51° der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Juni 1985 zur Gewährung einer Zulage für unregelmäßige Leistungen zugunsten von gewissen Mitgliedern des Personals der Generalsinspektion für Umwelt und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region;

52° der Königliche Erlass vom 14. März 1989 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen für die Gewährung von Ausgleichsurlaubstagen und Zulagen an die Personalmitglieder des Straßenbaufonds, die mit der ständigen Überwachung von Baustellen, auf denen rund um die Uhr gearbeitet wird, beauftragt sind;

53° der Ministerialerlass vom 14. März 1989 zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen für die Gewährung von Ausgleichsurlaubstagen und Zulagen zugunsten der Personalmitglieder des Ministeriums für öffentliche Arbeiten, die mit der ständigen Überwachung von Baustellen, auf denen rund um die Uhr gearbeitet wird, beauftragt sind;

54° der Königliche Erlass vom 9. Juli 1990 über die Gewährung einer Prämie für Schichtarbeit zugunsten von gewissen Bediensteten der Regie der Luftfahrt;

55° der Königliche Erlass vom 17. Juli 1990 zur Gewährung einer Produktivitätsprämie zugunsten von gewissen Bediensteten der Regie der Luftfahrt;

56° der Königliche Erlass vom 17. Juli 1990 zur Gewährung einer Zulage zugunsten von gewissen Bediensteten der Regie der Luftfahrt, die einen Heimwachdienst gewährleisten;

57° der Königliche Erlass vom 31. Januar 1991 zur Festlegung der Zulagen zugunsten jener Personen, unabhängig davon, ob sie dem Personal angehören, die sich an den Ausbildungsaktivitäten der Regie der Luftfahrt beteiligen;

58° der Königliche Erlass vom 12. Juni 1991 zur Gewährung einer Wartepremie zugunsten von gewissen Bediensteten der Dienststellen "Luftfahrtmeteorologie" und "Luftfahrttelekommunikation" der Regie der Luftfahrt;

59° der Königliche Erlass vom 30. April 1992 zur Gewährung einer Zweisprachigkeitsprämie zugunsten der Personalmitglieder der Regie der Luftfahrt;

60° der Königliche Erlass vom 14. September 1992 zur Gewährung einer Produktivitätsprämie zugunsten der Personalmitglieder der Regie der Luftfahrt;

61° der Königliche Erlass vom 18. November 1992 zur Gewährung einer Zulage für besondere Dienstpflichten im Zusammenhang mit der Abgabe von Flugtreibstoff;

62° der Beschluss der Wallonischen Regierung vom 11. März 1993 zur Gewährung einer Zulage für die Entfernung von der Wohnung zugunsten der Bediensteten der Stufe 1 der Außendienststellen der Abteilung industrielle Verschmutzungen;

63° Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Mai 1993 über die für die domanialen Forstarbeiter geltenden Verwaltungs- und Besoldungsbestimmungen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 und vom 3. Juni 1999;

64° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Gewährung einer Funktionszulage an die mit der Jagdfang von Bismarratten beauftragten Bediensteten des Ministeriums der Wallonischen Regierung;

65° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993 zur Regelung der Bedingungen zur Gewährung einer Zulage für die Zubereitung von vergifteten Lockspeisen;

66° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. September 1996 zur Festlegung eines Systems zur Gewährung von Zulagen für jene Beamten der öffentlichen Flughäfen und Flugplätze der Region, von denen eine Schichtarbeit oder eine Überwachungsarbeit verlangt wird, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Mai 1997 und vom 20. Mai 1999;

Art. 19 - Die auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährten Vorteile dürfen nicht mit durch jegliche andere Regelung vorgesehenen Vorteilen kumuliert werden.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf den Monat folgt, in dem er im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird, in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 18, der mit dem Inkrafttreten der in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses angeführten Ministerialerlasse in Kraft tritt.

In Abweichung von Absatz 1 wird das Berechnungssystem zur Aufwertung der Stunden am 1. April 2000 für die Generaldirektion der Wasserstraßen des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen wirksam.

Art. 21 - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Juni 2001

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1827

[C — 2001/27397]

**14 JUNI 2001. — Besluit van de Waalse Regering
tot regeling van de valorisering van onregelmatige prestaties en van wacht- en terugroepingsprestaties
en van de toekenning van toelagen betreffende specifieke werken.**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in openbare sector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 november 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 november 2000;

Gelet op het protocol nr. 322 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 8 december 2000;

Gelet de de beraadslaging van de Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies nr. 31.024/2 van de Raad van State, gegeven op 22 maart 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en op die van de instellingen van openbaar nut die vallen onder het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, met uitzondering van de personeelsleden van de psychiatrische ziekenhuizen.

De ambtenaren-generaal en de personeelsleden die in aanmerking komen voor de voorschriften van het koninklijk besluit van 14 januari 1969 betreffende produktiviteitspremies ten gunste van de burgerlijke ingenieurs bij het Ministerie van Openbare Werken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 februari 1976, mogen geen aanspraak maken op de voordelen van de voorschriften van dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° gewone arbeidsregeling : de arbeidsregeling zoals bedoeld in artikel 11 van dit besluit;

2° onregelmatige prestaties : prestaties buiten de gewone arbeidsregeling;

3° bewaking : prestatie zoals bedoeld in artikel 4, 3°, van dit besluit;

4° beschikbaarheidsdienst ten huize : prestatie zoals bedoeld in artikel 13, § 1, 1°, *a* en *b*, van dit besluit;

5° wachtdienst ten huize : prestatie zoals bedoeld in artikel 13, 1, 1°, *c* en *d*;

6° terugroepingsprestaties : bijdrage van een personeelslid tot een ongepland en dringend werk buiten zijn gewone arbeidsregeling;

7° ongezonde, ongemakkelijke, lastige, gevaarlijke en zware werken : een geheel van werken in de zin van de Algemene regeling over de arbeidsbescherming en van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk alsook van de uitvoeringsbesluiten ervan, die de terbeschikkingstelling van uitrustingen voor individuele bescherming vereisen, zoals bedoeld in bijlage II bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1995;

8° elektrische bediening : de elektrische bediening zoals bedoeld in artikel 266 van de algemene regeling over de elektrische installaties, ingesteld bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981.

Art. 3. De bedragen die overeenkomstig dit besluit verschuldigd zijn, worden betaald zonder rekening te houden met frankgedeelten.

Art. 4. Voor elke betrekking bepaalt het huishoudelijk reglement :

1° de toepasselijke gewone arbeidsregeling : een glijdende uurregeling of een bijzondere regeling die nader moet worden bepaald met verwijzing naar een in het huishoudelijk reglement vermelde chronologische nummering;

2° of de uitvoering van het werk "onregelmatige prestaties" vereist, d.w.z. prestaties buiten de gewone arbeidsregeling; in dit geval worden de taken nader bepaald;

3° of de uitvoering van het werk bewakingstaken vereist waarbij het personeelslid zich ter beschikking van het bestuur stelt tijdens één week per reeks van weken. Dit aantal mag niet lager zijn dan drie en wordt vastgesteld in elk huishoudelijk reglement. De toelagen betreffende die taken, zoals de kosteloosheid van de woning of elke vergoeding wegens woningverlies of elke vervangende toelage, worden vastgesteld in besluiten die specifiek betrekking hebben op die aangelegenheid;

4° of de uitvoering van het werk een andere regeling van wacht of beschikbaarheid ten huize vereist dan die bedoeld in 3°, die door het bestuur georganiseerd wordt en waarvan de modaliteiten worden vastgesteld in elk huishoudelijk reglement;

5° of de uitvoering van het werk ongezonde, ongemakkelijke of lastige werken of de bediening van elektrische installaties vereist, in de zin van de Algemene regeling over de Arbeidsbescherming en van de Code over het welzijn op de werkplaats;

6° of de uitvoering van het werk zware of gevaarlijke werken vereist, in de zin van de Algemene regeling over de Arbeidsbescherming en van de Code over het welzijn op de werkplaats.

Art. 5. § 1. Wat betreft de diensten van de Ministeries die onder zijn gezag vallen, stelt elke functioneel bevoegde Minister de prestaties vast alsook de voorwaarden voor de uitvoering ervan zoals die voortvloeien uit de te verrichten opdrachten.

Na advies van de functioneel bevoegde Minister(s) stelt de Minister van Ambtenarenzaken het huishoudelijk reglement vast alsook de lijst van de betrekkingen opgemaakt overeenkomstig de in artikel 4 vermelde kenmerken.

§ 2. Wat betreft de in artikel 1 bedoelde instellingen van openbaar nut die niet over een beheersorgaan beschikken, stelt de functioneel bevoegde Minister de prestaties vast alsook de voorwaarden voor de uitvoering ervan zoals die voortvloeien uit de te verrichten opdrachten.

Na instemming van de Minister van Ambtenarenzaken stelt de functioneel bevoegde Minister het huishoudelijk reglement vast alsook de lijst van de betrekkingen opgemaakt overeenkomstig de in artikel 4 vermelde kenmerken en zendt onverwijld een afschrift daarvan aan de Minister van Ambtenarenzaken.

§ 3. Wat betreft de in artikel 1 bedoelde instellingen van openbaar nut die over een beheersorgaan beschikken, stelt laatstgenoemde de prestaties vast alsook de voorwaarden voor de uitvoering ervan zoals die voortvloeien uit de te verrichten opdrachten.

Na instemming van de vertegenwoordiger van het Gewest bij het beheersorgaan, neemt laatstgenoemde het huishoudelijk reglement aan alsook de lijst van de betrekkingen opgemaakt overeenkomstig de in artikel 4 vermelde kenmerken en zendt onverwijld een afschrift daarvan aan de Minister van Ambtenarenzaken.

HOOFDSTUK II. — *Onregelmatige, wacht- en terugroepingsprestaties*

Art. 6. Het voordeel van de voorschriften van dit hoofdstuk, die betrekking hebben op de onregelmatige, wacht- en terugroepingsprestaties, is verbonden met de onregelmatige of buitengewone aard van die prestaties. Het wordt ook toegekend als een doorlopende dienst of een beurtdienst noodzakelijk is.

Art. 7. De personeelsleden die van meer dan vijftig jaar oud zijn alsook degene die een in die zin uitgebracht advies van de dokter belast met het medische toezicht hebben gekregen, mogen weigeren om onregelmatige en wachtprestaties bedoeld in dit besluit te verrichten alsook om teruggeroepen te worden.

De bij dit voorschrift betrokken personeelsleden die hun gewone taken niet meer kunnen uitoefenen tijdens de normale werkuren, mogen aangewezen worden voor ten minste één andere betrekking van de personeelsformatie in de onmiddellijke omgeving van de administratieve standplaats van de betrekking die ze bekleden. Het personeelslid wordt heraan gewezen in een betrekking van zijn graad.

Art. 8. In de zin van dit besluit omvat de jaarlijkse brutobezoldiging het jaarlijkse brutoloon, na aftrekking van de kinderbijslag, maar in voorkomend geval met inbegrip van de hard- of standplaatstoelage.

Art. 9. De uurtoelage wisselt af in dezelfde mate als het loon van de maand waarop die betrekking heeft. Ze bedraagt 1/1 850^e van de jaarlijkse brutobezoldiging voor elk gepresteerd uur, eventueel verbonden met de vermenigvuldigingscoëfficiënten.

Art. 10. Onverminderd artikel 7, § 2, van de wet van 14 december 2000, wordt de in het huishoudelijk reglement vermelde lijst van de taken waarvoor onregelmatige en wachtprestaties kunnen worden verricht en personeelsleden kunnen worden teruggeroepen, opgemaakt overeenkomstig één of meer van volgende kenmerken :

1° in het belang van de dienst en overeenkomstig de normen inzake werkveiligheid, verplicht zijn om zich ter beschikking van de overheid te stellen buiten de gewone werkduur;

2° in het kader van een doorlopende dienst of van een beurtdienst in het belang van de dienst of overeenkomstig de normen inzake werkveiligheid, die hetzij gewoonlijk en duurzaam, hetzij seizoengebonden is, verplicht zijn om werken te verrichten tijdens de nacht, op zaterdag, zondag en feestdagen of buiten de gewone uurregeling;

3° wegens de specifieke activiteiten van de dienst en de bijzondere voorwaarden verbonden met het gebruik van uitrustingen en materialen, verplicht zijn om prestaties te verrichten buiten de gewone uurregeling.

Art. 11. De in artikel 10 bedoelde taken worden verricht onder één van volgende werkregelingen :

1° voor de personeelsleden die vallen onder een glijdende uurregeling : de uurperiode van de gewone werkregeling is begrepen tussen 7 u. 30 m. en 18 u. 30 m.;

2° voor de personeelsleden die niet vallen onder een glijdende uurregeling : de uurperiode van de gewone werkregeling bedraagt 8 u. 30 m. en is begrepen tussen 7 u. 30 m. en 18 u. 30 m. De verschillende bijzondere uurregelingen worden nader bepaald in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 5, dat de functies bepaalt waarvoor de personeelsleden onregelmatige en wachtprestaties moeten verrichten of buitengewoon moeten worden teruggeroepen. Alleen de personeelsleden die zulke ambten bekleden, zijn bevoegd om die vorderingsbevoegdheid uit te oefenen, onder de verantwoordelijkheid van een ambtenaar die ten minste het ambt van directeur bekleedt.

Art. 12. De gepresteerde uren worden berekend overeenkomstig de hierna vermelde valoriseringsregels :

1° prestaties uitgevoerd binnen de gewone uurregeling :

- a) van maandag tot vrijdag : 100 %;
- b) zaterdagen, reglementaire feestdagen en dagen van dienstvrijstelling : 150 %;
- c) zondagen en wettelijke feestdagen : 200 %;

2° prestaties uitgevoerd buiten de gewone uurregeling en tussen 7 u. 30 m. en 22 uur :

- a) van maandag tot vrijdag : 125 %;
- b) zaterdagen, reglementaire feestdagen en dagen van dienstvrijstelling : 175 %;
- c) zondagen en wettelijke feestdagen : 225 %;

3° prestaties uitgevoerd tussen 22u. en 7u.30 :

- a) van maandag tot vrijdag : 150 %;
- b) zaterdagen, reglementaire feestdagen en dagen van dienstvrijstelling : 200 %;
- c) zondagen en wettelijke feestdagen : 250 %.

Voor de toepassing van dit artikel dient onder reglementaire feestdagen te worden verstaan : 27 september, 2 november, 15 november en 26 december.

Art. 13. § 1. De toe te passen valoriseringsregeling voor wacht- en terugroepingsuren wordt vastgesteld als volgt :

1° hetzij het personeelslid moet een door het bestuur georganiseerde wacht uitvoeren :

a) op een zondag of een wettelijke feestdag : wanneer een personeelslid de hele dag van wacht moet zijn op zijn woonplaats, komt hij in aanmerking voor een bonificatie van vier uur;

b) op andere dagen dan die bedoeld in punt a : wanneer een personeelslid de hele dag van wacht moet zijn op zijn woonplaats, komt hij in aanmerking voor een bonificatie van twee uur;

c) op een zondag of een wettelijke feestdag : het personeelslid dat tijdens hoogstens één uur van wacht moet zijn op zijn woonplaats om alle informatie of instructies te ontvangen, komt in aanmerking voor een bonificatie van één uur;

d) op andere dagen dan die bedoeld in punt c : het personeelslid dat tijdens hoogstens één uur van wacht moet zijn op zijn woonplaats om alle informatie of instructies te ontvangen, komt in aanmerking voor een bonificatie van een half uur;

e) de in artikel 12 bedoelde valoriseringsregels zijn niet van toepassing op de in punten a tot d bedoelde bonificaties.

2° hetzij het personeelslid moet geen wacht georganiseerd door het bestuur uitvoeren : het personeelslid dat buiten zijn gewone werkregeling wordt teruggedroepen om bij te dragen tot een dringend en ongepland werk, komt in aanmerking voor een bonificatie van vier uur waarop de in artikel 12 bedoelde valoriseringsregels niet van toepassing zijn.

§ 2. De in § 1 bedoelde valoriseringsregeling is niet toepasselijk op de personeelsleden die een kosteloze woning, een vergoeding wegens woningverlies of elke vervangende toelage of vergoeding genieten, tijdens de periodes waarin ze ter beschikking van het bestuur moeten blijven.

Art. 14. Voor elk personeelslid worden de gepresteerde uren berekend op het einde van elke maand; die berekening omvat de prestaties uitgevoerd tijdens de gewone werkregeling, de valorisering van onregelmatige prestaties, de bovenvermelde bonificaties m.b.t. periodes van beschikbaarheid en wacht ten huize alsook de valorisering van terugroepingen.

Indien blijkt uit die berekening dat, voor de referentieperiode van één maand, het totaal aantal gepresteerde uren van een personeelslid hoger is dan de maximale gemiddelde toegestane werkduur, komt het personeelslid in aanmerking voor een compensatie in de vorm van een uurbonificatie of, naar keuze, van een uurtoelage. De compensatie voor de overtollige gepresteerde uren door recuperatieverloven wordt echter beperkt tot een aantal uren dat overeenstemt met vierentwintig recuperatieverlofdagen per jaar. Het eventuele saldo van die uren geeft van ambtswege recht op een uurtoelage. Het document waarop de berekening van de uren en de keuze van het personeelslid zijn vermeld, wordt goedgekeurd door de ambtenaar onder wie het personeelslid ressorteert en die ten minste het ambt van directeur bekleedt.

HOOFDSTUK III. — *Toelagen betreffende specifieke werken*

Art. 15. De in dit hoofdstuk vermelde toelagen zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld en zijn verbonden met het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 16. De volgende toelagen worden toegekend :

1° voor ongezonde, ongemakkelijke, lastige, zware of gevaarlijke werken en voor de bediening van elektrische installaties :

a) een maandelijks toelage van achthonderd vijftig frank (BEF 850 of EUR 21,07) voor een taak die de verrichting van ongezonde, ongemakkelijke of lastige werken of de bediening van elektrische installaties gewoonlijk met zich meebrengt;

b) een maandelijks toelage van achthonderd vijftig frank (BEF 850 of EUR 21,07) voor een taak die de verrichting van zware of gevaarlijke werken gewoonlijk met zich meebrengt;

c) een maandelijks toelage van duizend zehonderd frank (BEF 1 700 of EUR 42,14) als de in 1°, a en b bedoelde categorieën verenigd worden;

2° aan de personeelsleden die duikerswerk uitvoeren :

a) een toelage van tweeduizend frank (BEF 2 000 of EUR 49,58) per duikprestatie met een duur die lager is dan of gelijk is aan drie uur, verhoogd met honderd frank (BEF 100 of EUR 2,48) per bijkomend kwartier;

b) een toelage van zeshonderd frank (BEF 600 of EUR 14,87) per duikwachtprestatie met een duur die lager is dan of gelijk is aan drie uur, verhoogd met dertig frank (BEF 30 of EUR 0,74) per bijkomend kwartier;

3° aan de personeelsleden van niveau 4 die belast zijn met het vangen van muskusratten :

a) een toelage van vier frank (BEF 4 of EUR 0,10) per aas voor de voorbereiding van vergiftigd aas;

b) een werkingstoelage die 20 % van het maandelijks individuele brutoloon bedraagt. De personeelsleden mogen het voordeel van die toelage niet samen genieten met dat van de in 1°, a tot c van dit artikel bedoelde maandelijks toelagen.

Art. 17. Indien de uitvoering van de taken waarvoor de in artikel 16, 1°, a tot c en 3°, a en b, bedoelde toelagen worden toegekend, wordt onderbroken voor een minimumperiode van één maand en voor een andere reden dan de jaarlijkse vakantieverloven en de recuperatieverloven, wordt de toekenning van die toelagen opgeschort.

De in artikel 16, 3°, b, bedoelde toelage wordt uitbetaald tevens als het loon van elk personeelslid. De andere toelagen bedoeld in artikel 16 worden elke maand uitbetaald na de verstreken termijn en op grond van een aangifte van schuldvordering ingediend door het personeelslid en goedgekeurd door de ambtenaar onder wie het personeelslid ressorteert die ten minste het ambt van directeur bekleedt.

HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 18. De volgende voorschriften worden opgeheven :

1° het Regentsbesluit van 30 maart 1950 de toekenning regelend van toelagen wegens buitengewone prestaties, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 november 1951 en van 30 augustus 1954;

2° de koninklijke besluiten van 11 december 1970 en van 30 november 1979;

de beslissingen nr. 166 van 16 november 1953 en nr. 189 van 24 juni 1954 van de Raad van bestuur van het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven waarbij een forfaitaire vergoeding wordt toegekend aan de ingenieurs en ermee verbonden universitaires die gewoonlijk wegens hun ambt mijnwerken moeten uitvoeren;

3° de beslissing nr. 174 van 17 december 1953 van de Raad van bestuur van het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven waarbij een vergoeding wordt toegekend aan de personeelsleden die geen forfaitaire vergoeding genieten voor de uitvoering van mijnwerken;

4° het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de voorwaarden van toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de werknemers die met goed gevolg, in een inrichting van de Staat of in een gesubsidieerde of erkende inrichting, een volledige tot het avond- of zondagonderwijs behorende cyclus van leergangen hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1965, 25 april 1967, 5 februari 1968, 18 april 1969 en 9 juli 1969;

5° het ministerieel besluit van 20 december 1966 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Openbare Werken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 april 1977 en 23 januari 1980;

6° het ministerieel besluit van 7 maart 1968 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Landbouw, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 17 september 1976 en 9 april 1980;

7° het ministerieel besluit van 26 augustus 1968 betreffende de vergoeding voor kantoorkosten toegekend aan sommige personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 31 juli 1974 en 2 oktober 1974;

8° het koninklijk besluit van 15 juli 1969 tot instelling van een toelage voor slopend werk in de automatie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 maart 1976;

9° het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1976 en 3 december 1987;

10° het ministerieel besluit van 23 december 1970 houdende verlening van een tellingstoelage aan de ambtenaren van het Ministerie van Openbare Werken die gelast zijn deel te nemen aan de verkeerstellingen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 22 februari 1980;

11° het ministerieel besluit van 22 augustus 1971 tot verlening van een toelage voor buitengewone prestaties wegens interim aan sommige personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken die belast zijn met het gelijktijdige beheer over twee districten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 mei 1989;

12° het ministerieel besluit van 9 oktober 1971 houdende toekenning van een toelage aan het personeel van het Ministerie van Openbare Werken belast met het snoeien van hoogstammige bomen;

13° het ministerieel besluit van 20 november 1972 houdende toekenning van een forfaitaire toelage aan de personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken die tijdens de stookperiode, buiten hun normale ambtsbezigheden, dienen te voorzien in de bediening en het onderhoud van een verwarmingsinstallatie;

14° het koninklijk besluit van 26 februari 1973 houdende toekenning van een vergoeding aan de personeelsleden van de Regie der Luchtwegen die gehouden zijn een dienstkleeding te dragen;

15° het ministerieel besluit van 7 juni 1973 tot verlening van een maandelijkse toelage aan de bodenkamerbewaarders van het Ministerie van Openbare Werken die belast zijn met de uitoefening van de functie van telefonist;

16° het koninklijk besluit van 28 augustus 1973 houdende regeling van de toekenning van een vergoeding aan het personeel van de Nationale Maatschappij der luchtwegen dat nachtprestaties verzekert, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1976;

17° het koninklijk besluit van 28 augustus 1973 houdende toekenning van een toelage voor werk in het duister aan het personeel van de Nationale Maatschappij der luchtwegen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1976;

18° het koninklijk besluit van 28 augustus 1973 houdende toekenning van een toelage voor stenografie-opname aan het personeel van de Nationale Maatschappij der luchtwegen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1976;

19° het koninklijk besluit van 28 augustus 1973 houdende toekenning van een toelage van aanwezigheid of gevaar aan het personeel van de Nationale Maatschappij der luchtwegen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1976;

20° het koninklijk besluit van 28 december 1973 waarbij aan de werknemers die cursussen volgen ten einde hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 1975;

21° het koninklijk besluit van 8 oktober 1974 houdende toekenning van een toelage voor bewaring van materieel en van een rendementstoelage aan sommige personeelsleden van het Rijksinstituut voor grondmechanica;

22° het ministerieel besluit van 5 maart 1976 waarbij de verlening van toelagen voor duikerswerk wordt geregeld;

23° het koninklijk besluit van 27 september 1976 betreffende de forfaitaire toelage voor ondergrondse schouwingen en de toelagen per ondergrondse schouwing die aan sommige personeelsleden van de Administratie van het Mijnwezen worden toegekend;

24° het ministerieel besluit van 31 december 1976 waarbij de verlening van een vliegtuelage aan de ambtenaren van het Ministerie van Openbare Werken, belast met het maken van opnamen uit de lucht, wordt geregeld;

25° het ministerieel besluit van 4 april 1977 houdende toekenning van een vaste uurtoelage aan de personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken die ongezonde, hinderlijke of lastige werken moeten uitvoeren of die belast zijn met werken waarbij zij gevoelens van onzekerheid, vrees en onrust ondervinden, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 8 september 1981;

26° het koninklijk besluit van 2 mei 1978 tot toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, onder het toezicht van of beheerd door de Minister van Openbare Werken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 1981;

27° het ministerieel besluit van 6 mei 1977 tot toekenning van een toelage voor het uitblijven van ongevallen aan de personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken belast met het besturen van een autovoertuig;

28° het ministerieel besluit van 23 juni 1978 houdende toekenning van een toelage aan sommige personeelsleden van de Landelijke Waterdienst van het Ministerie van Landbouw, belast met werk op plaatsen waar zij op ernstige wijze blootgesteld zijn aan de onaangename uitwerkselen van water of slijk;

29° het koninklijk besluit van 29 januari 1979 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1954 houdende toekenning van jaarlijkse remuneraties aan particulieren alsmede van jaarlijkse toelagen aan personeelsleden van de rijksbesturen, die pluviometrische of hydrometrische waarnemingen doen en voor het goed onderhoud zorgen van de daartoe gebruikte toestellen;

30° het koninklijk besluit van 31 januari 1979 houdende toekenning van een toelage van ploegleider aan de geschoolde werkmannen A en de eerste geschoolde werkmannen A van de Nationale Maatschappij der luchtwegen;

31° het ministerieel besluit van 22 januari 1980 houdende toekenning van een toelage voor buitengewone en onregelmatige prestaties aan sommige wachters der waterwegen van het Ministerie van Openbare Werken;

32° het ministerieel besluit van 24 januari 1980 betreffende de toekenning van een gevaartoeelage en van toelagen voor elektrische bediening aan sommige personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 18 september 1980;

33° het koninklijk besluit van 28 januari 1980 betreffende de verlening van een gevaartoeelage en van toelagen voor elektrische bediening aan sommige personeelsleden van de "Office de la Navigation";

34° het koninklijk besluit van 28 januari 1980 betreffende de verlening van een gevaartoeelage en van toelagen voor elektrische bediening aan sommige wachters der waterwegen van de "Office de la Navigation";

35° het koninklijk besluit van 28 januari 1980 houdende toekenning van een toelage voor buitengewone en onregelmatige prestaties aan sommige wachters der waterwegen van de "Office de la Navigation";

36° het koninklijk besluit van 21 maart 1980 waarbij de verlening van toelagen voor duikerswerk bij de "Office de la Navigation" wordt geregeld;

37° het koninklijk besluit van 13 november 1980 houdende toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het Wegenfonds belast met het snoeien van hoogstammige bomen;

38° het koninklijk besluit van 13 november 1980 tot toekenning van een vliegtoeelage aan de personeelsleden van het Wegenfonds belast met het maken van opnamen uit de lucht;

39° het koninklijk besluit van 13 november 1980 houdende toekenning van een vaste uurtoelage aan de personeelsleden van het Wegenfonds die ongezonde, hinderlijke of lastige werken moeten uitvoeren of die belast zijn met werken waarbij zij gevoelens van onzekerheid, vrees en onrust ondervinden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 maart 1983 en 7 juli 1983;

40° het koninklijk besluit van 13 november 1980 tot verlenging van een maandelijks toelage aan de bode-kamerbewaarders (rang 40 of rang 41) en aan de eerste bode-kamerbewaarders (rang 41) van het Wegenfonds die belast zijn met de uitoefening van de functie van telefonist;

41° het koninklijk besluit van 13 november 1980 tot verlening van een toelage voor buitengewone prestaties wegens interim aan de personeelsleden van het Wegenfonds die titularis zijn van een graad der hiërarchisch geordende reeks graden die de loopbaan van de conducteurs vormen, belast met het gelijktijdig beheer over twee districten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 augustus 1989;

42° het koninklijk besluit van 28 november 1980 houdende toekenning van een tellingstoeelage aan de personeelsleden van het Wegenfonds, die gelast zijn deel te nemen aan de verkeerstellingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 december 1980;

43° het koninklijk besluit van 28 november 1980 houdende toekenning van een vergoeding voor kantoorkosten aan sommige personeelsleden van het Wegenfonds;

44° het koninklijk besluit van 13 maart 1981 houdende toekenning van een vaste uurtoelage of een loontoeslag aan de personeelsleden van de "Office de la Navigation" die ongezonde, hinderlijke of lastige werken moeten uitvoeren of die belast zijn met werken waarbij zij gevoelens van onzekerheid, vrees en onrust ondervinden;

45° het koninklijk besluit van 24 juni 1983 tot vaststelling van de wijze van toekenning van compensatieverlof en van toelagen aan de personeelsleden van het Wegenfonds die tijdens de winterperiode zorg dragen voor het berijdbaar houden van het wegennet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 november 1985;

46° het koninklijk besluit van 15 december 1982 houdende toekenning van een brevettoelage aan sommige ambtenaren van de Nationale Maatschappij der luchtwegen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 augustus 1990;

47° het ministerieel besluit van 24 juni 1983 tot vaststelling van de wijze van toekenning van compensatieverlof en van toelagen aan de personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken, die tijdens de winterperiode zorg dragen voor het berijdbaar houden van het wegennet, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 13 november 1985;

48° het ministerieel besluit van 18 oktober 1984 houdende toekenning van een forfaitaire vergoeding wegens verblijfkosten aan de muskusratvangers van de Dienst voor Plantenbescherming;

49° het koninklijk besluit van 19 maart 1985 tot vaststelling van de wijze van toekenning van compensatieverlof en van toelagen aan de conducteurs en aan de eerste conducteurs van het Wegenfonds die in de buitendiensten van het Bestuur der Wegen zijn tewerkgesteld en belast zijn met de organisatie en de leiding, in een district of een regie, van de werkzaamheden voor het berijdbaar houden van het wegennet tijdens de winterperiode;

50° het ministerieel besluit van 19 maart 1985 tot vaststelling van de wijze van toekenning van compensatieverlof en van toelagen aan de conducteurs en aan de eerste conducteurs van de buitendiensten van het Bestuur der Wegen, belast met de organisatie en de leiding, in een district of een regie, van de werkzaamheden voor het berijdbaar houden van het wegennet tijdens de winterperiode;

51° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 juni 1985 tot regeling van de verlening van een toelage inzake onregelmatige prestaties aan sommige leden van het personeel van de Algemene Inspectie voor het Leefmilieu en de Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest;

52° het koninklijk besluit van 14 maart 1989 tot vaststelling van de wijze van toekenning van een compensatieverlof en van een toelage aan de personeelsleden van het Wegenfonds die belast zijn met de voortdurende bewaking der bouwwerken met continuarbeid;

53° het ministerieel besluit van 14 maart 1989 tot vaststelling van de wijze van toekenning van een compensatieverlof en van een toelage aan de personeelsleden van het Ministerie van Openbare Werken die belast zijn met de voortdurende bewaking der bouwwerken met continuarbeid;

54° het koninklijk besluit van 9 juli 1990 betreffende de toekenning van een toelage voor werk in ploegen aan sommige ambtenaren van de Nationale Maatschappij der luchtwegen;

55° het koninklijk besluit van 17 juli 1990 houdende de toekenning van een rendementspremie aan sommige ambtenaren van de Nationale Maatschappij der Luchtwegen;

56° het koninklijk besluit van 17 december 1990 houdende toekenning van een toelage aan sommige ambtenaren van de Nationale Maatschappij der luchtwegen die de wacht dienst ten huize verzekeren;

57° het koninklijk besluit van 31 januari 1991 houdende vaststelling van de toelagen verschuldigd aan personen, al of niet het personeel behorend, die meewerken aan de opleidingsactiviteiten bij de Nationale Maatschappij der luchtwegen;

58° het koninklijk besluit van 12 juni 1991 houdende toekenning van een overbruggingspremie aan sommige ambtenaren van de diensten "Luchtvaartmeteorologie" en "Luchtvaartteleverbindingen" van de Regie der Luchtwegen;

59° het koninklijk besluit van 30 april 1992 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel van de Regie der Luchtwegen;

60° het koninklijk besluit van 14 september 1992 houdende de toekenning van een productiviteitspremie aan de personeelsleden van de Regie der Luchtwegen;

61° het koninklijk besluit van 18 november 1992 houdende toekenning van een toelage voor buitengewoon werk inherent aan de verdeling van vliegtuigbrandstoffen;

62° de beslissing van de Waalse Regering van 11 maart 1993 waarbij een toelage voor woningverlies wordt toegekend aan de personeelsleden van niveau 1 van de buitencentra van de Afdeling Industriële Vervuiling;

63° artikel 3 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 mei 1993 houdende administratieve en geldelijke beschikkingen toepasselijk op de domaniale bosarbeiders, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 17 november 1994 en 3 juni 1999;

64° het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 van de Waalse Regering houdende toekenning van een werkingstoelage aan de ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de vangst van muskusratten;

65° het besluit van de Waalse Regering van 29 juli 1993 tot regeling van de toekenningsvoorwaarden van een toelage voor de voorbereiding van giftige lokazen;

66° het besluit van de Waalse Regering van 26 september 1996 tot regeling van de toekenning van toelagen aan de ambtenaren van de gewestelijke openbare luchthavens en vliegvelden waar in ploegen- of in wacht dienst moet worden gewerkt, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 mei 1997 en van 20 mei 1999.

Art. 19. De bij dit besluit bepaalde voordelen mogen niet worden genoten met gelijkaardige voordelen bepaald bij een andere regelgeving.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 18 dat in werking treedt vanaf de inwerkingtreding van de ministeriële besluiten bedoeld in artikel 5 van dit besluit.

In afwijking van het eerste lid is de valoriseringsregeling m.b.t. de gepresteerde uren van kracht met ingang van 1 april 2000 wat betreft het Directoraat-generaal Waterwegen van het Waalse Ministerie van Uitrustingen en Vervoer.

Art. 21. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juni 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL



F. 2001 — 1828 (2001 — 1444)

[C — 2001/27395]

**17 MAI 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les dates de l'ouverture,
de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2001 au 30 juin 2006. — Erratum**

Le texte de la traduction néerlandaise de l'arrêté susvisé, publié au *Moniteur belge* du 31 mai 2001, deuxième édition, est remplacé par le texte suivant.

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 1828 (2001 — 1444)

[C — 2001/27395]

**17. MAI 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Daten für den Beginn,
das Ende oder der Aussetzung der Jagd vom 1. Juli 2001 bis zum 30. Juni 2006. — Erratum**

Der Wortlaut der niederländischen Übersetzung des oben genannten Erlasses, veröffentlicht im *Belgisches Staatsblatt* vom 31. Mai 2001, zweite Ausgabe, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt.